



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Où ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Avis sur les procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres de l'agglomération - Délégation du Conseil d'agglomération au Bureau communautaire

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

Conformément à l'article L.5211-10 alinéa 6 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil d'agglomération peut déléguer au Bureau une partie de ses attributions, sauf dans un certain nombre de matières énumérées par la loi.

Dans le domaine de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération Dracénoise est, au titre de l'article L.121-4 du Code de l'urbanisme, une Personne Publique Associée dans l'élaboration, la modification et la révision des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT).

Dans le cadre des procédures de modification issues des articles L.123-13-1 à L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, le projet est notifié notamment à l'ensemble des Personnes Associées, dont la Communauté d'Agglomération Dracénoise fait partie. Elle peut ainsi émettre un avis qui sera joint au dossier d'enquête publique (article L.123-13-2 alinéa 3) ou émettre un avis qui sera joint au projet de modification mis à la disposition du public pendant un mois (Article L.123-13-3 II).

Ainsi, s'agissant des avis portant sur les modifications des PLU, et seulement dans ce type de procédures (hors élaboration et révision des PLU) et compte-tenu des délais souvent très courts (moins d'un mois), il est proposé de déléguer ce pouvoir au Bureau communautaire.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Urbanisme en date du 1er décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Déléguer au Bureau communautaire la possibilité d'émettre des avis sur les procédures de modification des PLU des communes membres de la Communauté d'Agglomération Dracénoise prévues aux articles L.123-13-1 à L.123-13-3 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour
2 abstention(s) :

Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.